Deuxième Rencontre francophone sur la marchandisation et la privatisation de l’éducation

Du 23 au 26 octobre s’est tenue la deuxième Rencontre francophone sur la marchandisation et la privatisation de l’éducation à l’Institut de la Francophonie pour l’Éducation et la Formation à Dakar. Cet événement a réuni 107 délégués issus de 25 pays.

Cette mobilisation s’est appuyée sur l’Appel de la société civile francophone contre la marchandisation de l’éducation de novembre 2016, qui a réuni les signatures de plus de 300 organisations suivi d’une première rencontre en 2016 à l’Organisation Internationale de la Francophonie à Paris pour un état des lieux collectif et francophone face au constat alarmant de la rapide croissance des acteurs privés dans l’éducation. L’implication des acteurs privés dans le secteur de l’éducation et la marchandisation de celle-ci à des fins lucratives, a été questionnée par un réseau d’organisations de la société civile, plusieurs déclarations de l’ONU et les travaux du Rapporteur Spécial de l’ONU sur le droit à l’éducation. L’impact de cette tendance en termes de qualité des contenus éducatifs, de discrimination et d’inégalités sociales en fait un enjeu majeur pour les défenseurs du droit à l’éducation.

L’objectif de cette deuxième rencontre était donc de questionner ces effets et impacts et de faire se rencontrer davantage d’acteurs, d’horizons francophones divers afin de trouver des réponses communes aux phénomènes de croissance de

la privatisation et de marchés lucratifs de l’éducation. .

L’ambition de soutenir une éducation publique de qualité, afin que les personnes acquièrent la possibilité (en termes de compétences, de capacités, de désir et d’imaginaire) de se projeter dans la société et d’en définir ses évolutions, a été le fil directeur de ces quatre jours, à partir de savoirs issus de la recherche et du travail de terrain.